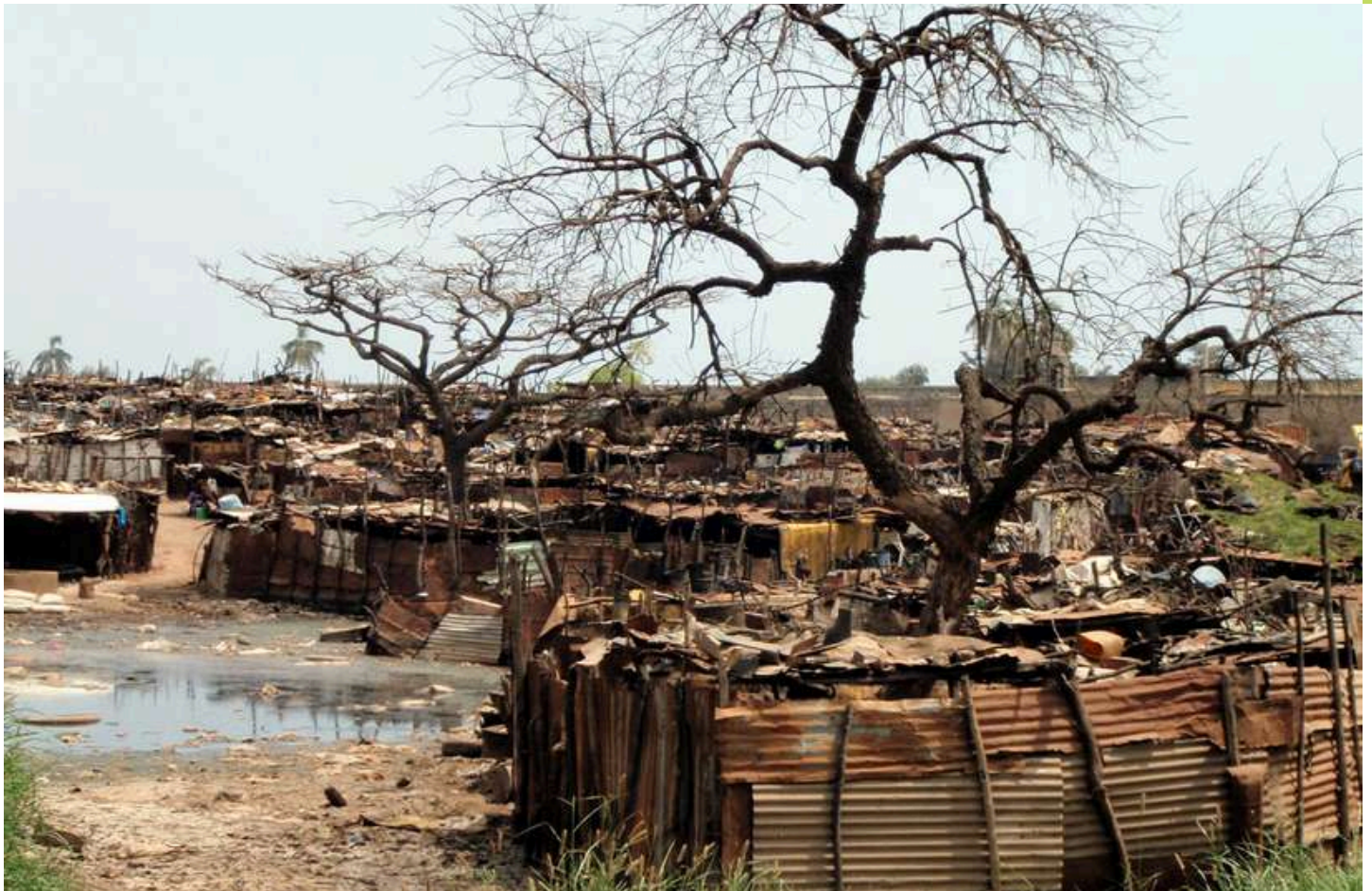




ALLIANCE FOR FOOD SOVEREIGNTY IN AFRICA



## LE COMBAT POUR LA SECURISATION EFFECTIVE DE LENDENG, LA LUTTE POUR LA TERRE, LES MOYENS DE SUBSISTANCE ET LA JUSTICE À RUFISQUE

Dans la région de Dakar, au Sénégal, où l'expansion urbaine rapide empiète de plus en plus sur les espaces naturels, les terres fertiles et luxuriantes de Lendeng font l'objet de beaucoup de convoitises. Depuis des décennies, cette zone maraîchère de 56 hectares située à Rufisque constitue non seulement une source vitale de sécurité alimentaire, mais aussi un mode de vie pour des centaines de familles d'agriculteurs. Aujourd'hui, cependant, ces champs sont assiégés. Les investisseurs privés, qui lorgnent sur le potentiel économique de ces terres, ont poussé les maraîchers locaux à lutter pour leur survie. Voici l'histoire d'une communauté déterminée qui s'est mobilisée pour défendre ses terres, ses moyens de subsistance et son droit à poursuivre les pratiques agroécologiques qui la soutiennent.

# LENDENG

## Un poumon vert en danger

Située au carrefour d'importants développements industriels - bordée par l'autoroute à péage, la cimenterie SOCO CIM et plusieurs grandes industries - la zone maraîchère de Lendeng est bien plus qu'une simple terre agricole. La zone sert de "poumon vert" au milieu de l'expansion industrielle de Rufisque. Les agriculteurs de Lendeng cultivent des légumes depuis des générations. Les tomates, les oignons, les choux et d'autres cultures jouent un rôle clé dans l'approvisionnement des marchés locaux de Dakar et garantissent la sécurité alimentaire de la population environnante.

L'importance socio-économique de cette région ne peut être sous-estimée. Les champs de Lendeng emploient directement 185 agriculteurs, créant ainsi plus de 2 000 emplois, auxquels s'ajoutent 1 500 emplois indirects liés à des activités telles que l'artisanat et le commerce local. Sur le plan économique, Lendeng représente un chiffre d'affaires annuel d'environ 1,8 milliard d'euros, un chiffre remarquable pour une petite région. Mais la valeur de Lendeng va bien au-delà de sa valeur économique. Il représente un mode de vie, un symbole de gestion de l'environnement et une pierre angulaire de la souveraineté alimentaire locale.

## GRAVIER DE TERRAIN

### La menace émerge

Ces dernières années, cependant, les champs verts de Lendeng sont devenus la cible d'une spéculation foncière agressive. Alors que le Sénégal continue de s'urbaniser et de s'industrialiser, les terres fertiles sont devenues de plus en plus rares et précieuses. En 2018, le président Macky Sall a déclaré Lendeng zone non constructible, préservant ainsi la zone à des fins agricoles. Cette décision a été appuyée par un arrêté préfectoral. Malgré cela, des pratiques frauduleuses et un manque d'application ont permis aux promoteurs de se frayer un chemin sur les terres, menaçant de démanteler le patrimoine agricole de la communauté.

L'un des exemples les plus flagrants s'est produit en 2024, lorsqu'un investisseur privé, Pierre Mboup, a acquis un terrain de 1 750 mètres carrés au cœur de la zone de Lendeng, avec l'intention d'y construire une station-service. Ce projet a suscité l'indignation des maraîchers. Selon le président du collectif des maraîchers de Lendeng, Pape Konaté, l'accaparement des terres est plus qu'une simple transaction commerciale : il s'agit d'une menace existentielle pour la communauté. "L'État du Sénégal doit résoudre cette situation nébuleuse à Lendeng", a déclaré M. Konaté. "Certaines personnes mal intentionnées se sont partagé le gâteau avec l'idée de faire disparaître ce site, qui assure une subsistance écologique aux personnes qui se sont levées pour dire non à la disparition de Lendeng ( ). C'est notre poumon vert.

Pour les habitants de Lendeng, l'enjeu ne pourrait être plus important. Au-delà des pertes économiques, l'accaparement des terres menace le tissu social de la communauté. Les terres de Lendeng, qui sont gérées traditionnellement par un mélange de pratiques coutumières et d'agriculture moderne, fournissent aux familles de la nourriture, des revenus et un lien avec leur patrimoine. Le site de Lendeng reste le "seul poumon vert" du département de Rufisque", a déclaré Fara Diamé, un producteur horticole local. "Les maraîchers du site utilisent plus de 4 000 tonnes de déchets organiques (fumier) dans le cadre de leurs activités horticoles.



## LA LUTTE COMMENCE

Les maraîchers, qui ne voulaient pas voir leurs terres transformées en station-service, ont commencé à s'organiser. Les dirigeants communautaires, les organisations de la société civile et les ONG se sont ralliés à la cause des agriculteurs, créant une vague de protestations et de manifestations publiques. Début 2024, neuf maraîchers, dont une femme, ont été arrêtés pour avoir protesté contre le projet de construction de la station-service. Ces arrestations n'ont fait que renforcer la détermination de la communauté. CICODEV Afrique, un institut panafricain axé sur la citoyenneté, les droits des consommateurs et le développement, s'est associé à d'autres organisations pour apporter un soutien juridique, social et médiatique aux maraîchers.

Les manifestations ont attiré l'attention du plus grand nombre. Des groupes de la société civile tels que le Comité de développement local (CODEL) et le Collectif pour la défense de Lendeng ont contribué à coordonner les manifestations et à maintenir le problème sous les yeux du public. Lors d'une manifestation, la population locale est venue en masse pour bloquer le chantier. "Nous sommes ici aujourd'hui pour dire non à la station-service", a déclaré Mouhamed Ndiaye, maraîcher. "Tout le monde sait que l'essence n'est pas adaptée à l'agriculture. Le président a émis une circulaire pour protéger cette zone, et cette circulaire est toujours en vigueur.

La solidarité a dépassé les frontières de Lendeng. Des acteurs de la société civile de tout le Sénégal, y compris des agriculteurs d'autres régions confrontées à des menaces similaires, se sont ralliés à la cause de Lendeng. Au fur et à mesure que les manifestations prenaient de l'ampleur, l'histoire de Lendeng est devenue un symbole des luttes pour la terre qui se déroulent dans tout le Sénégal, où les communautés rurales sont de plus en plus marginalisées face à l'expansion industrielle.

## LES FEMMES AU PREMIER PLAN

L'un des aspects les plus significatifs de la lutte de Lendeng est le rôle des femmes dans la conduite de la charge. À Lendeng, les femmes sont très impliquées dans le commerce des légumes et leurs moyens de subsistance sont directement liés à la préservation de la terre. Pour ces femmes, perdre l'accès au sol fertile de Lendeng signifierait non seulement une perte de revenus, mais aussi une menace pour leur capacité à nourrir leur famille et à soutenir leur communauté.



Au fur et à mesure que le conflit avec les promoteurs s'intensifiait, les femmes de la communauté ont joué un rôle de premier plan dans les manifestations et les efforts de mobilisation. Elles ont organisé des réunions, se sont engagées auprès des médias et ont participé à des actions en justice pour défendre leurs droits sur les terres. Leurs voix, souvent mises de côté sur le site dans les discussions sur le développement, sont devenues centrales dans le mouvement pour la protection de Lendeng.

## IMPACTS ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX

L'impact économique potentiel de la perte de Lendeng est dévastateur. Si le terrain est converti en station-service et autres développements commerciaux, la communauté perdra non seulement sa principale source de revenus, mais aussi son lien avec la terre. Les maraîchers locaux, dont beaucoup cultivent la terre depuis des générations, seront contraints de trouver de nouveaux moyens de subsistance, une perspective décourageante dans une économie où l'agriculture est souvent la seule option.



Les conséquences environnementales sont tout aussi graves. Le Lendeng joue un rôle essentiel dans la régulation des températures locales, agissant comme un tampon naturel contre la chaleur industrielle des usines environnantes. Il fonctionne également comme un puits de carbone, contribuant à compenser la pollution générée par les industries voisines. La perte de Lendeng signifierait la destruction de ce poumon vert, ce qui exacerberait le changement climatique et dégraderait davantage l'environnement local.

"L'installation d'une station-service peut entraîner la dégradation des sols, la perte de la biodiversité et la raréfaction des espèces naturelles", explique un représentant de CICODEV Afrique. "L'utilisation accrue d'hydrocarbures et de résidus de produits de stations-service sur les exploitations maraîchères peut contaminer les sols et les sources d'eau, affectant la qualité des produits maraîchers et même la santé des populations locales".

## DÉFIS JURIDIQUES ET POLITIQUES

Le cadre juridique entourant les droits fonciers au Sénégal est complexe et a joué un rôle important dans le conflit foncier de Lendeng. Au Sénégal, la terre est régie par un double système : le système du domaine national, qui couvre les terres urbaines et rurales non enregistrées, et le système d'enregistrement, qui garantit la propriété foncière à ceux qui possèdent un titre de propriété. Malheureusement, 80 % des agriculteurs de Lendeng ne possèdent pas de titres de propriété officiels, ce qui les rend vulnérables aux accaparements de terres par des investisseurs privés ayant des relations politiques.



Bien que le gouvernement ait pris des mesures pour protéger les terres agricoles par le biais d'initiatives telles que le décret non aedificandi, l'application de la loi reste un défi. Le manque de transparence dans les processus d'acquisition de terres n'a fait qu'ajouter à l'incertitude, de nombreux agriculteurs se sentant laissés dans l'ignorance de leurs droits et de l'avenir de leurs terres. "Le cadre juridique au sens de la loi établie par l'État n'est pas suffisant pour comprendre la situation juridique de la terre au Sénégal", a déclaré Amadou Kanouté, directeur exécutif de CICODEV Afrique. "Des efforts ont été faits pour réglementer l'acquisition des terres, mais de nombreux agriculteurs n'ont pas de titres de propriété, ce qui les rend vulnérables à l'accaparement des terres.

# LE CHEMIN À PARCOURIR

Les agriculteurs de Lendeng ne se battent pas seulement pour conserver leurs terres, ils se battent pour avoir le droit de pratiquer l'agroécologie, un système agricole qui favorise la durabilité, la biodiversité et la souveraineté alimentaire locale. L'agroécologie offre une alternative puissante au modèle agricole industriel qui privilégie souvent le profit au détriment des personnes et de la planète. En déclarant Lendeng zone agroécologique, le gouvernement pourrait créer un puissant précédent sur la façon dont les terres devraient être gérées sur le site au Sénégal, en veillant à ce que les agriculteurs locaux disposent des outils et des ressources dont ils ont besoin pour prospérer.

Pour l'instant, les agriculteurs de Lendeng continuent de résister, gardant l'espoir que leur poumon vert ne sera pas englouti par l'étalement urbain. Leur combat ne se limite pas à la terre : il s'agit de justice, de dignité et du droit à un avenir durable. Comme le dit Alioune Sow, chef de file local, "certains individus aux intentions douteuses ont cherché à s'approprier cette terre, mettant en péril un site essentiel qui assure la viabilité écologique et économique de la région".



**L'histoire de Lendeng est loin d'être terminée, mais une chose est sûre : l'engagement inébranlable de la communauté envers sa terre continuera à inspirer d'autres personnes à travers le Sénégal et au-delà. Alors que le monde est confronté au changement climatique et à l'insécurité alimentaire, la lutte pour Lendeng nous rappelle que la protection de la terre n'est pas seulement une question locale, mais un impératif mondial.**

## REMERCIEMENTS

**Auteur :**

**CICODEV Afrique**

**Courriel :**

ngone.ngom@cicodev.org,

cicodevafrica@cicodev.org

**Web :**

<https://cicodev.org>

## QUI EST L'AFSA ?

L'AFSA rassemble des petits exploitants agricoles, des éleveurs, des pêcheurs, des peuples autochtones, des groupes religieux, des consommateurs, des jeunes et des activistes de tout le continent africain afin de créer une voix unie et plus forte en faveur de la souveraineté alimentaire.

L'AFSA encourage l'utilisation et la reproduction de cette étude de cas à des fins non commerciales, à condition que la source soit dûment mentionnée.

**AFSA**  
ALLIANCE FOR FOOD SOVEREIGNTY IN AFRICA

Pour plus d'informations et d'études de cas africains, consultez notre site web [www.afsafrica.org](http://www.afsafrica.org).